

[Text]

Voilà pourquoi, là encore, nous avons uni nos forces. De plus, dans chacun des cas, nous pourrions annoncer les événements qui auront lieu dans le cadre de l'Année internationale. (On vous fera parvenir la liste et vous verrez qu'il s'agit toujours de choses qui n'auraient pas eu lieu autrement.)

**Senator Marsden:** They would appear to be very important and worthwhile projects. Before going on to issues of substance, let me make this comment: We pay our tax dollars so that all government departments and agencies can work for all Canadians, regardless of age. The fact that you, as the minister responsible for youth, have to give money to these huge departments in order to get these projects going is a shame.

Turning now to matters of substance, you have a section in your opening statement on education, an area in which I am particularly interested. You talk about the situation for those with the lowest educational qualifications. I have in front of me the literacy rates for Canada for 1981, and they show that for the 15 to 19 year age group, the rate for Canada is quite dreadful, and it is particularly acute in some provinces. In the province of Newfoundland, for example, in 1981, taking the UNESCO definition of literacy, which has grade IX as the cut-off point, over 22 per cent of men and 14 per cent of women in that age group had less than grade IX education; that is, they were not literate by Canadian standards. And that does not drop very much at all as you move up to the 20 to 24 year age group.

I am wondering whether you have particular projects or objectives insofar as youth education is concerned, whether they be through Frontier College or any other agency.

It seems to me that we have to get at the problem of the lack of literacy, something which in many ways is far more important than worrying about computer technology.

**Hon. Mrs. Champagne:** Education is of course a provincial responsibility. The Secretary of State is very much involved in the various projects and programs in connection with education. He is continually meeting with his provincial counterparts to see how the federal government can be of assistance in this area without infringing on provincial jurisdiction.

I have had consultations with the Secretary of State in this regard. Perhaps this would be an opportune time to describe briefly how my department works. It is a very horizontal department. At any given time in the course of a week, I may be working with four different departments on different matters. The responsibility for post-secondary education rests with the Secretary of State, and if he is holding discussions with different ministers in that regard, I may be in attendance and working with him. At the same time I may be working with the Department of Employment and Immigration, or with the Department of Justice in connection with the Young Offenders Act.

[Traduction]

Again, that is why we joined forces. In each case, we will be able to provide you with a list of events that will be taking place as part of International Youth Year. Without this co-operation, we would have been unable to do this.

**Le sénateur Marsden:** Ces projets me semblent tous fort intéressants et fort louables. Avant d'aborder des questions plus concrètes, permettez-moi de faire le commentaire suivant: nous payons des impôts pour que tous les ministères et organismes gouvernementaux puissent travailler au bien-être de tous les Canadiens, sans égard à leur âge. Il est honteux qu'en votre qualité de ministre responsable de la Jeunesse, vous deviez donner de l'argent à ces gros ministères pour rendre possible la mise en œuvre de ces projets.

Revenons maintenant aux questions de fond. Vos remarques au sujet de l'enseignement m'ont particulièrement intéressée. Vous avez parlé de la situation des moins scolarisés. J'ai ici les taux d'analphabétisme enregistrés au Canada en 1981. Je constate que, chez les 15 à 19 ans, le taux calculé pour l'ensemble du pays est assez inquiétant, et que le problème prend encore plus d'ampleur dans certaines provinces. Par exemple à Terre-Neuve où, selon la définition de l'UNESCO, qui considère comme analphabète toute personne ayant moins de neuf années de scolarité, il y avait, en 1981, au-delà de 22 p. 100 des hommes et 14 p. 100 des femmes de ce groupe d'âge qui répondaient à ce critère et qui, selon les normes canadiennes, étaient considérés comme analphabètes. Et ce taux n'est pas beaucoup moindre chez les 20 à 24 ans.

J'aimerais savoir si vous avez des projets ou des objectifs particuliers en ce qui concerne l'enseignement offert aux jeunes, que ceux-ci se traduisent par la création d'un Collège Frontière ou par la participation d'un autre organisme.

Il me semble qu'il est beaucoup plus urgent de nous pencher sur le problème de l'analphabétisme, plutôt que de nous inquiéter de l'introduction de la technologie informatique dans nos établissements d'enseignement.

**L'honorable Mme Champagne:** L'enseignement relève bien sûr des provinces. Le Secrétariat d'État participe activement à différents projets et programmes en matière d'enseignement. Ses représentants rencontrent régulièrement leurs homologues provinciaux pour discuter de la façon dont le gouvernement fédéral peut appuyer les initiatives prises dans ce secteur sans empiéter sur les compétences provinciales.

J'ai tenu des consultations avec le Secrétaire d'État à ce sujet. Peut-être devrais-je profiter de l'occasion pour décrire brièvement le fonctionnement du Secrétariat d'État. D'abord, c'est un ministère dont l'intervention recoupe plusieurs domaines. A n'importe quel moment au cours d'une semaine donnée, je peux avoir des échanges avec quatre ministères différents sur diverses questions. Comme l'enseignement postsecondaire relève du Secrétariat d'État, il peut s'avérer nécessaire de tenir des discussions avec différents ministres à ce sujet. Il arrive que j'accompagne le secrétaire d'État à l'occasion de ces réunions. Parallèlement à cela, je peux très bien être en contact avec le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, ou avec le ministère de la Justice pour discuter de la Loi sur les jeunes contrevenants.